

# **La nature totalitaire du fascisme italien**

Eugenio Cannata



**M1 Philosophie**

**Spécialité Philosophie Politique et Ethique**

**Séminaire de M. Alain Boyer**

**« Tyrannie, Despotisme et Dictature »**

**Année Académique 2016/2017**

**Université Paris-Sorbonne**

## Introduction

Lorsque nous analysons les interprétations du fascisme italien données par la plupart des historiens, nous sommes confrontés à un véritable paradoxe. Le paradoxe consiste dans le fait que le fascisme n'est pas considéré un véritable totalitarisme comme le nazisme et le stalinisme, même si le mot et le concept de 'totalitarisme' ont été élaboré par les antifascistes italiens dans les années 1920 afin de « définir le nouveau régime, son caractère liberticide et sa volonté de domination *totale* »<sup>1</sup>. Pour le dire autrement, le concept de 'totalitarisme' a été forgé par des antifascistes italiens en référence à l'idéologie et à la politique du fascisme et, par la suite, ce concept a été à son tour intégré au sein de la doctrine officielle du fascisme italien, alors qu'il avait été rejeté par les idéologies nazie et stalinienne. Néanmoins, et c'est ici qui réside le véritable paradoxe, la plupart des historiens refusent de considérer le fascisme italien comme un totalitarisme, c'est-à-dire qu'ils refusent d'inclure sous cette catégorie le seul régime qui l'ait adopté et qui s'en réclame ouvertement.

La question de savoir si le fascisme italien a été un véritable totalitarisme est aussi ancien que le mot, car déjà dans l'entre-deux-guerres plusieurs sociologues et politologues avaient commencé à souligner la singularité du fascisme italien par rapport aux autres totalitarismes. Néanmoins, c'est seulement en 1951, avec la publication de l'ouvrage de Hannah Arendt intitulé *Les origines du totalitarisme*, qu'il commence à se répandre l'idée que le fascisme n'avait pas été un régime totalitaire *stricto sensu*, mais il pouvait être considéré, tout comme le régime de Franco en Espagne ou de Salazar en Portugal, une dictature traditionnelle.

Le but de ce travail est de fournir des éléments pour une nouvelle réflexion sur le statut et la nature du fascisme. Notre analyse se déroulera en trois temps : premièrement, (1.) nous analyserons dans le détail la thèse de Arendt sur la nature non totalitaire du fascisme afin de montrer l'absence de rigueur historique et scientifique qui la caractérise ; dans un deuxième temps, (2.) nous rechercherons l'origine du mot et du concept de totalitarisme, en montrant que ce terme a été élaboré précisément en référence au fascisme italien; enfin, (3.) nous essaierons de fournir une interprétation plus rigoureuse de l'idéologie et du projet du fascisme afin de mettre en évidence sa véritable nature totalitaire.

---

<sup>1</sup> Marie-Anne MATARD-BONUCCI, "Lectures et relectures du fascisme italien" dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-3, juillet-septembre 2008.

## 1. L'insatisfaisante analyse du fascisme italien de Hannah Arendt

Commençons l'analyse critique de la thèse de Arendt sur la nature non totalitaire du fascisme avec une considération objective. Dans son ouvrage fondamental intitulé *Les origines du totalitarisme*, Hannah Arendt a mentionné le fascisme italien moins de dix fois et elle y a consacré seulement peu d'observations qui, en total, tiennent tout au plus sur une page. En plus, comme le remarque l'historien italien Emilio Gentile, « des 630 titres de la bibliographie, on ne compte guère plus de cinq publications concernant le fascisme, parmi les milliers d'ouvrages disponibles en allemand, en anglais ou en français, à l'époque où l'intellectuelle allemande rédigea son livre et aucune d'elles n'est une histoire du fascisme ou une étude de son système politique »<sup>2</sup>. En dépit de cela, peu d'interprétations du fascisme ont eu une influence aussi grande et durable sur les historiens successifs.

C'est justement sur la base de son énorme influence sur les historiens du XX<sup>ème</sup> siècle qu'il est tout à fait important d'analyser de manière critique la thèse d'Arendt, parce qu'il y a la tendance parmi les historiens à l'accepter « comme s'il s'agissait d'une interprétation historiquement et théoriquement irréfutable, définitive »<sup>3</sup>. En réalité, comme l'écrit Emilio Gentile dans son brillant article, la thèse de la nature non totalitaire du fascisme élaborée par Hannah Arendt est réfutable pour deux raisons principales strictement liées l'une à l'autre, à savoir la pauvreté des sources bibliographiques utilisées et la méconnaissance de la réalité historique du fascisme italien. Avant de la réfuter, analysons cette thèse plus dans le détail.

Dans le deuxième volet de l'ouvrage, intitulé « L'impérialisme », Hannah Arendt aborde son analyse du fascisme italien avec l'affirmation suivante : « C'est ce qui finit par se produire en Italie sous le fascisme de Mussolini, qui, avant 1938, n'était pas un gouvernement totalitaire, mais simplement une dictature nationaliste ordinaire développée logiquement à partir d'une démocratie multipartite »<sup>4</sup>. Dans cette affirmation il y a deux éléments fondamentaux à souligner.

En premier lieu, Arendt affirme que le fascisme ne peut pas être considéré un régime totalitaire « avant 1938 », c'est-à-dire avant la promulgation des lois antisémites. Cette considération dérive du fait que, selon Hannah Arendt, l'identification d'un ennemi de la nation, comme les juifs dans l'Allemagne nazie, qui puisse être considéré comme le bouc émissaire de tous les maux du monde est un élément indispensable pour définir un régime totalitaire. Ce que Arendt n'avait pas considéré c'est le fait que, dès le début du gouvernement de Mussolini, un ennemi de la nation avait bien été identifié

---

<sup>2</sup> Emilio GENTILE, «Le silence de Hannah Arendt : l'interprétation du fascisme dans *Les origines du totalitarisme*», dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-3, juillet-septembre 2008, p. 11.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> Hannah ARENDT, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jerusalem*, Paris, Gallimard, Quarto, 2002, p. 546.

et il ne s'agissait pas simplement des juifs mais plus en général des *non fascistes*. Comme nous le verrons dans la deuxième partie du travail, la volonté de Mussolini d'identifier le fascisme et la nation, le citoyen et le fasciste, avait pour but et pour conséquence nécessaire le fait de considérer les antifascistes et les non fascistes non seulement comme des ennemis du régime, mais comme des ennemis de la nation toute entière. Par conséquent, contrairement à ce que Arendt affirme ici, le régime avait déjà trouvé un ennemi, bien avant 1938.

Le deuxième élément à remarquer constitue le véritable cœur de la thèse de Hannah Arendt, à savoir le fait que le fascisme n'était pas un régime totalitaire, « mais simplement une dictature nationaliste ordinaire développée logiquement à partir d'une démocratie multipartite ». Pour le dire autrement, selon Hannah Arendt, le fascisme n'aurait pas été un véritable totalitarisme parce que sa conquête du pouvoir n'aurait pas eu pour effet une radicale révolution du système parlementaire italien, mais il aurait au contraire maintenu ce qu'elle appelle une « démocratie multipartite ».

Pour préciser cette thèse, Arendt définit le régime de Mussolini comme un « parti au-dessus des partis », c'est-à-dire un mouvement qui vise à conquérir le pouvoir sans pour autant modifier de façon radicale la structure institutionnelle de l'État. Pour reprendre les mots de Hannah Arendt, « tandis que le *parti au-dessus des partis* voulait uniquement s'emparer de l'appareil de l'État, le véritable mouvement (totalitaire) visait à le détruire »<sup>5</sup>. En réalité, comme nous démontront l'idéologie et l'histoire du fascisme que nous exposerons dans la troisième partie, l'objectif de Mussolini n'était pas seulement la prise du pouvoir afin d'installer une dictature traditionnelle, mais il avait pour but la véritable destruction de l'État libéral, qui aurait dû être remplacé par un nouvel État, l'État fasciste.

Quelques pages après, Arendt conclut de façon concise sur la nature non totalitaire du fascisme italien en disant que « pourtant, Mussolini lui-même qui aimait tant l'expression "d'État totalitaire", n'essaya pas d'établir un régime complètement totalitaire et se contenta de la dictature et du parti unique »<sup>6</sup>. Après un jugement aussi net et péremptoire, nous nous attendrions une argumentation détaillée fondée sur des faits historiques précis qui puissent justifier une thèse aussi radicale. Malheureusement, dans le texte de Hannah Arendt, nous ne trouvons rien de tel. La seule justification de sa thèse se trouve dans une courte note au fond de la page, dans laquelle elle affirme que « ce qui prouve que la dictature fasciste est de nature non totalitaire, c'est que les condamnations politiques y furent très peu nombreuses et relativement légères »<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 551.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 615.

<sup>7</sup> *Ibidem*, note 11, p. 615.

C'est justement sur la base de cette considération que Hannah Arendt a fondé son jugement à l'égard de la nature non totalitaire du fascisme. En effet, comme elle a écrit plusieurs fois tout au long de son ouvrage, la terreur est considérée comme l'essence même du totalitarisme et les camps de concentration et l'extermination de masse sont postulés comme les conditions nécessaires pour définir un régime totalitaire. Cette vision très rigide du totalitarisme a des limites évidentes car elle réduit la complexité du phénomène totalitaire au seul et unique élément de la terreur policière. Par conséquent, il vaudrait mieux considérer, comme le fait Raymond Aron dans son *Démocratie et Totalitarisme*, la terreur non pas comme l'essence du totalitarisme, mais comme l'un de ses cinq caractères fondamentaux, qui sont la présence d'un parti unique (1) et d'une idéologie d'État (2), le double monopole de la violence et de la communication (3), l'étatisation de l'économie (4) et, enfin, l'emploi de la terreur policière et idéologique (5)<sup>8</sup>.

Après avoir précisé que la terreur représente seulement un des aspects d'un régime totalitaire, il vaut mieux commenter plus dans le détail la thèse de Hannah Arendt que l'on vient de citer, à savoir le fait que pendant le régime fasciste les condamnations politiques « furent très peu nombreuses et relativement légères »<sup>9</sup>. Pour réfuter cette thèse, il nous suffit de mentionner deux éléments desquels la philosophe allemande n'avait pas connaissance et qui constituent sans doute une preuve de l'emploi de la terreur par le régime fasciste.

Le premier élément c'est l'introduction du *confino*, une forme d'exil pour tous les potentiels ennemis du régime. Le *confino* a été introduit par Mussolini le 6 novembre 1926, lors d'un célèbre décret nommé « *Provvedimenti a difesa dello Stato* » (*Dispositions en défense de l'État*), qui était finalisé à éliminer toute forme de dissidence à l'égard du régime. Notamment, le *confino* était la principale punition réservée aux ennemis internes du régime, à savoir « ceux qui exercent ou ont exprimé l'intention d'exercer une activité visant à subvertir de façon violente les institutions politiques, économiques et sociales ou à entraver l'action des pouvoirs de l'État »<sup>10</sup>. Ce qui est remarquable c'est que le *confino*, à la différence des autres sanctions pénales, ne nécessitait pas de preuves concrètes qui démontrassent une activité *dangereuse* pour la sécurité publique et pour l'État, mais au contraire, il se fondait sur le critère arbitraire du soupçon. Par conséquent, entre 1926 et 1943, environ 15000 italiens uniquement *soupçonnés* d'exercer une activité subversive furent condamnés au *confino*<sup>11</sup>.

---

<sup>8</sup> Raymond ARON, *Démocratie et Totalitarisme*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 1986, pp. 284-285.

<sup>9</sup> Hannah ARENDT, *Les origines du Totalitarisme*, op. cit., note 11, p. 615.

<sup>10</sup> Décret du 6 novembre 1925 n. 1848, art. 184.

<sup>11</sup> Ilaria POERO, *A scuola di dissenso*, Rome, Carocci Editore, 2016.

Le deuxième élément, que la plupart des historiens italiens refusent d'accepter<sup>12</sup>, c'est la présence de nombreux camps de concentration sur le sol italien, parmi lesquels une grande partie était réservée aux « italiens dangereux », c'est-à-dire à ceux qui étaient soupçonnés d'être des opposants politiques du régime. La liste des camps consacrés à tel but est assez longue et ici nous nous limitons à mentionner seulement les principaux, à savoir le camp de Fossoli (Carpi) qui comptait plus de 5000 prisonniers<sup>13</sup>, celui de Bolzano qui en comptait 11.116<sup>14</sup> et enfin, le plus célèbre, celui de Risiera di San Sabba (Trieste), dans lequel furent emprisonnés plus de 25.000 personnes, dont environ 5000 furent tués dans une chambre à gaz<sup>15</sup>.

Il nous semble que ces deux éléments constituent une preuve assez claire de la terreur policière mise en acte par le régime fasciste pour étouffer la dissidence et éliminer ses opposants politiques. Par conséquent, le fascisme peut à bon droit être considéré totalitaire, même si nous adoptons le point de vue de Hannah Arendt, laquelle considérait la terreur, les camps de concentration et l'extermination de masse comme les éléments essentiels pour définir un régime totalitaire.

Mais le point fondamental de la question est que sa thèse affirmant la nature non totalitaire du fascisme italien manque de rigueur historique. En effet, les seuls deux textes sur lesquels Arendt s'appuie pour élaborer cette thèse sont une citation tirée d'un opuscule de propagande de la *Confédération Fasciste des Industriels* et un extrait d'un discours de Mussolini. Cela veut dire qu'elle a fondé son jugement aussi net et péremptoire seulement sur la base de deux déclarations propagandistes du régime, sans analyser l'histoire du fascisme et son véritable *modus operandi*. Par conséquent, comme l'écrit Emilio Gentile, « ignorant les origines du terme et du concept de totalitarisme, Hannah Arendt se fourvoie complètement sur la nouveauté représentée par le parti fasciste en tant que “parti-milice”, organisation qui se donnait pour objectif de subvertir l'État “au-dessus des partis”, pour créer un État de parti »<sup>16</sup>.

Pour cette raison, dans la deuxième partie du travail, avant d'analyser l'idéologie totalitaire du fascisme, nous essaierons de faire une enquête plus rigoureuse sur l'origine du mot et du concept de totalitarisme et nous étudierons aussi la manière dont, dès le début du régime, Mussolini utilise ce terme pour décrire l'État qu'il vise à fonder.

---

<sup>12</sup> Voir, à ce propos, Carlo Spartaco CAPOGRECO, *I campi del Duce. L'internamento civile nell'Italia fascista*, Introduction, Turin, Einaudi, 2004.

<sup>13</sup> Fondazione Ex Campo Fossoli, URL = <http://www.fondazionefossoli.org/it/campo.php>.

<sup>14</sup> Dario VENEGONI, *Uomini, donne e bambini nel lager di Bolzano*, Milan, Mimesis, 2004.

<sup>15</sup> Ferruccio FÖLKEL, *La Risiera di San Sabba*, Milan, Mondadori, 1979.

<sup>16</sup> Emilio Gentile, “Le silence de Hannah Arendt : l'interprétation du fascisme dans *Les origines du totalitarisme*”, op. cit., p. 22.

## 2. L'origine italienne du mot et du concept de 'totalitarisme'

Le terme 'totalitaire' a été employé pour la première fois par l'intellectuel antifasciste italien Giovanni Amendola dans un article publié le 22 mai 1923 dans *Il Mondo*. Dans cet article, intitulé « Majorité et minorité » (*Maggioranza e minoranza*), Amendola dénonçait l'illégalité des élections administratives qui venaient se dérouler, parce que le parti fasciste avait présenté à la fois la liste de majorité et de minorité, en empêchant par la force et par l'intimidation la formation d'une liste d'opposition. Amendola appelle cette procédure « système totalitaire »<sup>17</sup> (*sistema totalitario*) et il la définit comme la « promesse de la domination absolue, complète et incontrôlée dans le domaine de la vie politique et administrative »<sup>18</sup>.

La deuxième apparition du terme nous la trouvons quelques mois plus tard dans un autre article<sup>19</sup> écrit par Amendola, dans lequel il dénonçait cette fois le caractère totalitaire de la *Loi Acerbo*, une réforme de la loi électorale qui introduisait le collège unique national avec système majoritaire et représentation proportionnelle pour les partis de l'opposition. En d'autres termes, cette réforme établissait que le parti de majorité relative qui obtenait au moins le 25 % des votes aurait obtenu les deux tiers des sièges, en rendant donc totalement impuissant tous les partis d'opposition.

Comme l'écrit Petersen dans son ouvrage sur les origines du concept d'État totalitaire, dans ces deux premières apparitions le terme 'totalitaire' est employé dans une acception quasiment *technique*<sup>20</sup>, parce qu'il indiquait la tendance du nouveau système électorale à vouloir rendre impuissantes toutes les formes d'opposition au parti fasciste. Néanmoins, cette acception technique va s'élargir à la fin du 1923, lorsque Amendola décrit comme le caractère le plus propre du fascisme son « esprit totalitaire (*spirito totalitario*), lequel ne permet pas à l'avenir d'avoir des aubes qui ne seront pas saluées avec le salut romain »<sup>21</sup>. Cette dernière apparition montre pour la première fois un emploi du mot 'totalitaire' pour décrire la dimension envahissante du fascisme qui venait de commencer à montrer sa volonté de dominer tous les aspects de la vie des citoyens.

Ensuite, dans un article du mai 1924 publié par *Il Popolo Nuovo*, le militant du parti catholique Igino Giordani condamnait sévèrement le fascisme « pour son âme totalitaire (*anima totalitaria*), égocentrique, absorbante »<sup>22</sup>. Néanmoins, c'est seulement au début du 1925 que nous trouvons la première apparition du substantif 'totalitarisme' (*totalitarismo*). Il se trouve dans un article de

---

<sup>17</sup> Giovanni AMENDOLA, "Maggioranza e Minoranza", dans *Il Mondo*, 12 mai 1923.

<sup>18</sup> *Ibidem*.

<sup>19</sup> Giovanni AMENDOLA, "Cavour e Pansoja", dans *Il Mondo*, 28 juin 1923.

<sup>20</sup> Jens PETERSEN, "La nascita del concetto di "Stato totalitario" in Italia", dans *Annali dell'istituto storico italo-germanico*, vol. 1, 1976, p. 143-168.

<sup>21</sup> Giovanni AMENDOLA, "Un anno dopo", dans *Il Mondo*, 22 novembre 1923.

<sup>22</sup> Igino GIORDANI, "La rivolta cattolica" dans *Il Popolo Nuovo*, 21 mai 1924.

l'intellectuel socialiste Lelio Basso publié sous le pseudonyme de Prometeo Filodemo dans la revue *La Rivoluzione Liberale*. Dans cet article, intitulé de façon provocante « L'Antistato » (L'anti-État), Lelio Basso accuse Mussolini de vouloir imposer l'hégémonie « d'un seul parti qui se fait interprète de la volonté unanime, du totalitarisme indistinct (*totalitarismo indistinto*) »<sup>23</sup>. Dans cette expression, nous trouvons pour la première fois la pleine conscience du fait que le fascisme ne veut pas simplement imposer le gouvernement d'une élite, d'une minorité sur le reste des citoyens, mais il veut plutôt transformer profondément les citoyens pour faire en sorte qu'ils perdent leur dimension individuelle et qu'ils s'annulent dans un *totalitarisme indistinct*.

Toutes ces citations nous montrent clairement que dès le début du régime fasciste, plusieurs intellectuels antifascistes avaient déjà conscience d'être face à une transformation politique et institutionnelle tout à fait inédite, tellement inédite qu'ils élaborent un terme et un concept nouveaux pour l'exprimer. D'ailleurs, l'ambition totalitaire du fascisme de Mussolini avait déjà été remarquée le 12 juillet 1922, lorsque Luigi Salvatorelli écrivit dans le journal antifasciste *La Stampa* un article dans lequel il dénonçait la prétention du fascisme de contrôler tous les dispositifs de l'État. En effet il définissait le fascisme, qui venait de prendre le pouvoir, comme « un mouvement qui tend par tous les moyens à s'emparer de l'État et de toute la vie nationale afin d'établir une dictature absolue et unique. [...] Une fois la dictature établie en sorte qu'aucune institution ne puisse exister, aucun acte ne puisse être accompli, ni aucune parole prononcée hors d'un dévouement et d'une obéissance sans réserve au fascisme, il serait alors disposé à suspendre l'usage de la violence par manque d'objectif, se réservant toujours d'y recourir au premier signe de regain de résistance. »<sup>24</sup>.

En dépit de son origine antifasciste, à partir de la moitié du 1925, le mot 'totalitaire' cesse d'être un instrument des antifascistes pour dénoncer l'illégitimité du gouvernement fasciste et va être *usurpé* par les fascistes qui lui donnent une connotation positive pour désigner la spécificité du régime fasciste par rapport aux précédents. En d'autres termes, le fascisme commence à se définir lui-même comme *totalitaire* en empruntant ce terme à ses adversaires. Le très célèbre épisode qui marque ce tournant est le discours du 22 juin 1925 de Mussolini à la Chambre des Députés, dans lequel il affirme que « le but que l'on définit comme notre féroce volonté totalitaire (*nostra feroce volontà totalitaria*) sera poursuivi avec davantage de férocité »<sup>25</sup>.

Dans ce discours, Mussolini fait allusion au discours que Giovanni Amendola avait tenu quelques jours auparavant au congrès de l'*Unione Nazionale* et dans lequel il avait décrit le Duce comme animé

---

<sup>23</sup> Prometeo FILODEMO (Lelio BASSO), "L'Antistato", dans *La Rivoluzione Liberale*, 2 janvier 1925.

<sup>24</sup> Luigi SALVATORELLI, "Il governo e la Destra", dans *La Stampa*, 18 juillet 1922.

<sup>25</sup> Benito MUSSOLINI, *Discours du 22 juin 1925*, dans *Scritti e discorsi dal 1925 al 1926*, Milan, Hoepli, 1934, p. 115.



par une « anxieuse volonté totalitaire »<sup>26</sup>. Mussolini donc reprend les mots que Amendola avait employé pour le critiquer et en bouleverse complètement le sens, en revendiquant avec une certaine fierté la volonté totalitaire du fascisme. C'est l'exemple le plus emblématique du fait que, à partir du 1925, l'acception du mot 'totalitarisme' change radicalement car l'ambition du parti fasciste à vouloir contrôler toutes les sphères de la vie des individus n'est plus seulement dénoncée par les antifascistes mais elle est fièrement et publiquement revendiquée par les fascistes eux-mêmes. Comme l'écrit l'historien américain Abbott Gleason, après 1925 « le mot 'totalitarisme' exprime un esprit fier et il indique la totale transformation de la société, en partie à travers le monisme religieux centré sur la figure du Duce et en partie à travers la violence du *squadrisme* »<sup>27</sup>.

Un autre exemple en tel sens c'est le discours que Roberto Forges Davanzati, l'un des principaux nationalistes italiens, a prononcé à l'Institut de Culture de Florence le 28 février 1926 : « Si les adversaires nous disent que nous sommes totalitaires (*totalitari*), intransigeants, tyranniques, vous n'ayez pas peur de ces adjectifs. Prenez-les avec honneur e orgueil... Oui, nous sommes totalitaires ! Nous voulons être tels, du matin jusqu'au soir »<sup>28</sup>.

La formalisation définitive de l'adjectif 'totalitaire' nous la trouvons dans ce qui peut être considéré comme l'exposition la plus complète de l'idéologie fasciste, à savoir l'article « Fascisme » de l'*Enciclopedia italiana Treccani*, rédigé par Mussolini lui-même et par le philosophe idéaliste Giovanni Gentile. Dans cet article, nous trouvons l'affirmation suivante : « pour le fasciste, tout est dans l'Etat et rien d'humain et de spirituel n'existe en dehors de l'État. En ce sens, le fascisme est totalitaire, et l'Etat fasciste, synthèse et unité de tous les valeurs, interprète, développe et renforce toute la vie du peuple »<sup>29</sup>.

Nous pouvons remarquer ici l'énorme importance que les idéologues du fascisme attribuent à l'État, considéré comme une entité absolue et totalisante en dehors de laquelle rien ne peut exister et qui absorbe complètement la vie des individus. Pour cette raison, comme nous montrerons dans la troisième et dernière partie du travail, l'État que Mussolini commence à construire à partir du 1925 n'est pas seulement un État autoritaire, comme l'affirmait Hannah Arendt, mais il peut à bon droit être caractérisé comme *totalitaire*, car il a pour ambition de contrôler dans tous les aspects la vie individuelle des citoyens, à travers l'action omniprésente du Parti Fasciste.

---

<sup>26</sup> Giovanni AMENDOLA, *Per una nuova democrazia. Relazioni e discorsi al Primo Congresso dell'Unione Nazionale*, Rome, Società italiana edizioni, 1925.

<sup>27</sup> Abbott GLEASON, *Totalitarianism. The Inner History of the Cold War*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1995.

<sup>28</sup> Roberto FORGES DAVANZATI, *Fascismo e Cultura*, Florence, Bemporad, 1926, p. 26.

<sup>29</sup> Benito MUSSOLINI, *La Doctrine du Fascisme*, Florence, Vallecchi Editeur, 1937, p. 16.

### 3. Le projet totalitaire du fascisme : *fascistizzare la nazione*

Avant d'analyser dans le détail l'idéologie et le projet du fascisme, il est nécessaire d'aborder une question préliminaire, c'est-à-dire la question de l'effective existence d'une idéologie fasciste. En effet, pendant longtemps nombreux historiens ont été persuadés qu'il n'a jamais existé une véritable idéologie du fascisme. En d'autres termes, ils pensaient que le régime fasciste n'était pas fondé sur une doctrine théorique ou philosophique mais qu'il était plutôt le résultat de la pure et simple *praxis*. Telle est, par exemple, l'opinion du célèbre historien italien Carlo Bo, lequel soutient que, lorsqu'on essaie de définir « ce qu'a été l'idéologie du fascisme, on se rend compte qu'elle n'a jamais existé ou que, de temps à autre, a été improvisée comme une sorte de superstructure idéologique sous la poussée de l'action »<sup>30</sup>.

Cette opinion a été très répandue parmi les historiens, mais cependant elle ne correspond qu'en partie à la réalité. Notamment, son défaut principal consiste à réduire le concept d'idéologie à un concept rigide et nettement distinct de l'action. En ce faisant, nous n'arrivons pas à saisir la complexité du phénomène fasciste dans tous ses aspects différents et même contradictoires. D'ailleurs, Mussolini lui-même, dans l'article « Fascisme » que nous venons de citer, souligne la relation très étroite qu'il y a entre la théorie et la *praxis* au sein de l'idéologie fasciste. En effet, au tout début de l'article, il écrit que « comme toute saine conception politique, le fascisme associe la pensée à l'action »<sup>31</sup> et il poursuit en définissant le fascisme comme une « action animée par une doctrine »<sup>32</sup>.

Par conséquent, avant d'analyser les caractères spécifiques de l'idéologie fasciste, il faut garder à l'esprit qu'il ne s'agit pas du tout d'un ensemble cohérent et systématique de croyances abstraites complètement détachées de la réalité. Au contraire, comme l'écrit Emilio Gentile dans son *Qu'est-ce que le Fascisme ?*, l'idéologie fasciste « a une fonction pratique, non pas théorique ; elle propose des modèles de comportement, plutôt qu'elle ne suggère des méthodes de connaissance »<sup>33</sup>. En d'autres termes, elle peut être définie comme un projet tout à fait inédit de transformation des institutions, de la société et des individus. Toutefois, aux yeux des idéologues du régime et de Mussolini lui-même, pour réaliser ce projet, il n'était pas suffisant de détruire l'ordre social libéral et bourgeois et le remplacer par un nouvel ordre, ils visaient en revanche à créer une *nouvelle phase de la civilisation*, en donnant lieu à un *homme nouveau (uomo nuovo)*, l'homme fasciste.

---

<sup>30</sup> Carlo BO, "L'idéologie del regime" dans *Fascismo e Antifascismo: lezioni e testimonianze*, Milan, Feltrinelli, 1962, p. 305.

<sup>31</sup> Benito MUSSOLINI, *La Doctrine du Fascisme*, op. cit., p. 9.

<sup>32</sup> *Ibidem*.

<sup>33</sup> Emilio GENTILE, *Qu'est-ce que le Fascisme ?*, Paris, Gallimard, 2004, p. 126.

D'ailleurs, dans l'article « Fascisme » de l'*Enciclopedia Treccani*, Mussolini expose en termes clairs ce projet totalitaire, en disant que son objectif est de « rendre fasciste (*fascistizzare*) la nation, si bien que demain italien et fasciste [...] seront la même chose. »<sup>34</sup>. Cette œuvre de *fascistizzazione* (*fascisation*) de la nation mise en acte par Mussolini est exemplifiée par deux événements particuliers, dont le premier montre une identification concrète, alors que le deuxième est seulement symbolique, mais pour autant non moins important.

Le premier événement, qui marque le véritable début de l'œuvre de *fascisation*, est l'institution en 1923 de la *Milizia volontaria per la sicurezza nazionale* (Milice volontaire pour la sécurité nationale). Il s'agit d'un événement tout à fait marquant parce que depuis lors la force armée du Parti fasciste qui avait pour but de défendre par la violence les idéaux du parti, devint au service du chef du gouvernement et donc. Pour la première fois, donc, nous assistons à l'identification entre les intérêts de la Nation, desquels devrait s'occuper le gouvernement, et les intérêts du Parti, qui sont défendus par l'action concrète de la Milice. Le deuxième événement, comme je viens de dire, est uniquement symbolique mais cependant il a exercé une grande influence sur la manière de penser et de concevoir l'État des citoyens. En 1926, un décret législatif impose que le faisceau licteur, le symbole du fascisme, devienne l'emblème officiel de l'État<sup>35</sup>. Cette disposition symbolise parfaitement le procès d'identification entre État et Fascisme, lesquels étaient donc représentés comme une seule et même entité.

Mais cette *fascisation* de la nation ne passe pas seulement par des éléments symboliques. En effet, le 15 décembre 1929, dans un article publié par *Il Popolo d'Italia*, Mussolini affirmait que l'éducation « intégrale et totalitaire »<sup>36</sup> des masses était le problème central de la politique fasciste. Il s'agit de ce que Mussolini appelait la *fascistizzazione* (*fascisation*) des masses, processus qui s'est réalisé à travers la création d'organisations sociales entièrement contrôlées par le Parti et au sein desquelles les italiens devaient être éduqués, à partir de l'enfance, aux idéaux fascistes.

Les organisations consacrées à cet objectif étaient, d'un côté, l'ONB (*Opera Nazionale Balilla*), une institution qui visait à éduquer les enfants à la discipline et à l'obéissance, à être en somme des « bons fascistes » et, de l'autre côté, l'OND (*Organizzazione Nazionale Dopolavoro*) qui exerçait un véritable monopole des événements culturels et des loisirs consentis aux italiens. A travers cette capillaire organisation de la vie des individus, Mussolini visait à les absorber entièrement à l'intérieur du fascisme, sans laisser aucune place à leur dimension privée. Cette ambition est pleinement

---

<sup>34</sup> Benito MUSSOLINI, *Scritti e discorsi dal 1925 al 1926*, op. cit., p. 115.

<sup>35</sup> Décret du 12 décembre 1926, n. 2061.

<sup>36</sup> "Problema Politico", *Il Popolo d'Italia*, 15 décembre 1929.

exprimée par ce qui écrit le secrétaire fédéral du PNF de Rome, Nino D'Arma : « nous croyons en un Fascisme nombreux, donc totalitaire, qui ne laisse aucun bon italien en dehors du circuit politique. [...] Cette nécessité totalitaire naît de la volonté même du Fascisme d'élaborer des mœurs nouvelles, une nouvelle façon de vivre pour tous les Italiens. »<sup>37</sup>.

Par conséquent, l'organisation et le contrôle des masses étaient les éléments essentiels non seulement pour obtenir le consensus et l'adhésion aux idéaux proposés par Mussolini, mais aussi pour produire une véritable transformation des individus qui aurait amené à la parfaite identification entre citoyen et fasciste. En ce sens, le texte fondamental pour comprendre les ambitions totalitaires du fascisme est *Il cittadino soldato (le citoyen-soldat)*, le texte de formation politique que tous les jeunes fascistes étaient obligés à lire dès l'adolescence.

Dans les premières pages, on trouve une affirmation qui est très emblématique de la dimension totalitaire et totalisante du projet du Parti Fasciste : « L'Etat fasciste doit suivre les citoyens dans tout leur développement, avant même qu'ils viennent au monde et se forment, ne les abandonnant jamais, donnant à tous une conscience et une volonté [...] unitaires et profondément concentrées »<sup>38</sup>. Comme le montre le titre du livre, le fascisme visait donc à créer une collectivité de citoyens participant à la vie de l'État non pas comme des individus autonomes et dotés d'un esprit critique, mais bien comme des soldats disciplinés et totalement obéissants aux préceptes du régime. Pour reprendre l'efficace formulation de l'historien Emilio Gentile, « l'homme nouveau du fascisme n'était pas un individu devenu conscient de soi et maître de son destin, mais le *citoyen-soldat* qui se débarrassait de son individualité pour se laisser absorber entièrement par la *communauté totalitaire* »<sup>39</sup>.

La nature authentiquement totalitaire du fascisme est pleinement démontrée parfaitement par ce projet de *fascisation* de la société et de la nation, qui le distingue profondément des dictatures traditionnelles. Ce caractère inédit et unique du fascisme a été revendiqué par Mussolini lui-même lorsqu'il écrivait que « l'État fasciste est unique et une création originale. [...] Un État qui s'appuie sur des millions d'individus qui le reconnaissent, le sentent et sont prêts à le servir, n'est pas l'État tyrannique du Moyen-Âge. Il n'a rien de commun avec les Etats absolutistes d'avant ou d'après 1789 »<sup>40</sup>. Pour conclure, nous pouvons affirmer que le fascisme a représenté un phénomène totalitaire parce que Mussolini ne s'est pas contenté seulement de gouverner l'Italie mais il a cherché à contrôler les consciences des italiens afin de les convertir à la *religion fasciste*.

---

<sup>37</sup> Nino D'AROMA, *Il popolo nel fascismo*, Rome, Casa Editrice Pinciana, 1932, p. 88.

<sup>38</sup> PNF, *Il cittadino soldato*, Rome, La Libreria dello Stato, 1936, p. 13.

<sup>39</sup> Emilio GENTILE, *La Voie italienne au Totalitarisme*, Monaco, Editions du Rocher, 2004, p. 151.

<sup>40</sup> Benito MUSSOLINI, *La Doctrine du Fascisme*, op. cit. p. 41-42.

## Conclusion

Nous avons commencé notre analyse du phénomène du fascisme italien à travers la remise en question de celle qui a été, tout au long du XXe siècle, l'interprétation dominante. Selon cette interprétation, qui s'est répandue à partir de la publication des *Origines du Totalitarisme* de Hannah Arendt, le fascisme italien n'aurait pas du être considéré un véritable totalitarisme, mais seulement une dictature de type traditionnel et autoritaire.

Dans la première partie du travail (1.), nous avons montré la superficialité et la faiblesse de l'argumentation de la philosophe allemande, en soulignant surtout sa méconnaissance de l'histoire et du *modus operandi* du régime fasciste. Par conséquent, nous avons pu en conclure que cette interprétation dominante est inacceptable car elle se fonde sur des arguments insatisfaisants.

Ensuite (2.), avant d'analyser le projet totalitaire fasciste, nous avons montré comme le terme et le concept de 'totalitarisme' aient été forgés par des intellectuels italiens antifascistes justement pour dénoncer l'ambition totalisante de Mussolini de gouverner et contrôler directement tous les aspects de la vie des individus.

Enfin (3.), nous avons argumenté notre thèse sur la base de l'idéologie et des actions du régime fasciste qui ont témoigné la volonté d'absorber complètement la vie des individus afin de *fasciser* les esprits et créer un homme nouveau, l'homme fasciste. En conclusion, nous pouvons affirmer, en reprenant les mots du majeur spécialiste du fascisme Renzo De Felice, que « une chose devrait apparaître clairement à l'issue de ces recherches : le fascisme italien peut être considéré comme un régime totalitaire et nier cette réalité serait non seulement moralement et politiquement erroné, mais le rendrait historiquement incompréhensible »<sup>41</sup>.

---

<sup>41</sup> Renzo DE FELICE, *Le Fascisme. Un totalitarisme à l'italienne ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1988.

## **Bibliographie**

### **1. SOURCES PRIMAIRES**

#### **1.1 Œuvres et articles de Mussolini**

Benito MUSSOLINI, “Problema Politico” dans *Il Popolo d’Italia*, 15 décembre 1929.

Benito MUSSOLINI, *Scritti e discorsi dal 1925 al 1926*, Milan, Hoepli, 1934.

Benito MUSSOLINI, *La Doctrine du Fascisme*, Florence, Vallecchi Editeur, 1937.

#### **1.2 Œuvres d’autres idéologues du fascisme**

Nino D’AROMA, *Il popolo nel fascismo*, Rome, Casa Editrice Pinciana, 1932.

Roberto FORGES DAVANZATI, *Fascismo e Cultura*, Florence, Bemporad, 1926.

PNF, *Il cittadino soldato*, Rome, La Libreria dello Stato, 1936.

#### **1.3 Articles des intellectuels antifascistes**

Giovanni AMENDOLA, “Un anno dopo”, dans *Il Mondo*, 22 novembre 1923.

Giovanni AMENDOLA, “Maggioranza e Minoranza”, dans *Il Mondo*, 12 mai 1923.

Giovanni AMENDOLA, “Cavour e Pansoja”, dans *Il Mondo*, 28 juin 1923.

Lelio BASSO (sous le pseudonyme de Prometeo FILODEMO), “L’Antistato”, dans *La Rivoluzione Liberale*, 2 janvier 1925.

Igino GIORDANI, “La rivolta cattolica” dans *Il Popolo Nuovo*, 21 mai 1924.

Luigi SALVATORELLI, “Il governo e la Destra”, dans *La Stampa*, 18 juillet 1922.

### **2. SOURCES SECONDAIRES**

#### **2.1 Œuvres**

Hannah ARENDT, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jerusalem*, Paris, Gallimard, Quarto, 2002.

Raymond ARON, *Démocratie et Totalitarisme*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 1986.

Carlo BO, *Fascismo e Antifascismo: lezioni e testimonianze*, Milan, Feltrinelli, 1962.

Bernard BRUNETEAU, *Le Totalitarisme. Origines d’un concept, genèse d’un débat 1930-1942*, Paris, Les Editions du Cerf, 2010.

Carlo Spartaco CAPOGRECO, *I campi del Duce. L'internamento civile nell'Italia fascista*, Turin, Einaudi, 2004.

Renzo DE FELICE, *Le Fascisme. Un totalitarisme à l'italienne ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1988.

Jean-Yves DORMAGEN, *Logiques du fascisme. L'Etat totalitaire en Italie*, Paris, Fayard, 2008.

Emilio GENTILE, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 2004.

Emilio GENTILE, *La Voie italienne au Totalitarisme*, Monaco, Editions du Rocher, 2004.

Abbott GLEASON, *Totalitarianism. The Inner History of the Cold War*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1995.

Ferruccio FÖLKEL, *La Risiera di San Sabba*, Milan, Mondadori, 1979.

Pierre MILZA, *Les fascismes*, Paris, Editions du Seuil, 2001.

Ernst NOLTE, *Fascisme et Totalitarisme*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Robert O. PAXTON, *Le Fascisme en Action*, Paris, Editions du Seuil, 2004.

Ilaria POERO, *A scuola di dissenso*, Rome, Carocci Editore, 2016.

Enzo TRAVERSO, *Le Totalitarisme. Le XXe siècle en débat*, Paris, Editions du Seuil, 2001.

Dario VENEGONI, *Uomini, donne e bambini nel lager di Bolzano*, Milan, Mimesis, 2004.

## 2.2 Articles

Emilio GENTILE, “ Le silence de Hannah Arendt : l'interprétation du fascisme dans *Les origines du totalitarisme* ”, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n. 55-3, juillet-septembre 2008.

Marie-Anne MATARD-BONUCCI, “ Lectures et relectures du fascisme italien ” dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n. 55-3, juillet-septembre 2008.

Pierre MILZA, “ Le totalitarisme fasciste, illusion ou expérience interrompue ? ”, dans *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, n. 100, octobre-décembre 2008.

Jens PETERSEN, “ La nascita del concetto di ‘Stato totalitario’ in Italia ”, dans *Annali dell'istituto storico italo-germanico*, vol. 1, 1976.

Enzo TRAVERSO, “ Le Totalitarisme. Histoires et apories d'un concept ” dans *L'homme et la société*, n. 129, 1998.